

LIGA ROMANILOR LIBERI

THE LEAGUE OF FREE ROMANIANS

47 EAST 91ST STREET  
NEW YORK 21, N. Y.

PLAZA 9-5540

Le 25 Août, 1952.

CONFIDENTIEL.

Monsieur le Juge d'Instruction  
du Canton de Berne,  
BERNE, Suisse.

Monsieur le Juge d'Instruction,

Ayant été le Président du Conseil des Ministres de Roumanie, à l'époque où se succédèrent les événements du cas Alexandru Cretzeanu, je me permets d'attirer votre attention sur certains aspects de ce cas qui, à mon avis, ont un caractère pénal.

Le but que je me propose d'atteindre, dans ce cas-ci, est d'arriver à ce que, du fonds national roumain, déposé en Suisse, tous les intellectuels roumains exilés puissent être aidés, étant donné que leur majorité est complètement dépourvue de moyens d'existence, et que cet argent ne soit pas exclusivement utilisé par deux personnes privées.

Je me permets d'annexer à cette lettre une copie de l'acte public du 25 Avril 1950, concernant M. Constantin F. Visoianu qui, sous prestation de serment, déclara au Département de Justice - le Service d'Immigration et de Naturalisation - posséder aux U.S.A. une somme d'environ \$158,000.-

Or, l'on a soutenu dans le cas du Mr. Cretzeanu que Mr. Visoianu, à l'époque où il était le Ministre des Affaires Etrangères de la Roumanie, en 1945, a disposé que l'on fit à son ami, Mr. Cretzeanu, un paiement de 6 millions de francs suisses, argent appartenant à l'Etat roumain. Etant donné que Mr. Visoianu, lors de son arrivée en Suisse, en 1946, ne possédait pas une somme de l'importance de ces \$158,000, il résulte qu'il l'a reçu de chez Mr. Cretzeanu, avec lequel, donc, il a partagé les fonds publics roumains, dont il, Mr. Visoianu, a disposé l'argent.

Il est donc permis de supposer que Mr. Visoianu a ordonné ce paiement à Mr. Cretzeanu, dans le but de pouvoir aussi en profiter, et s'est donc donné lui-même l'argent de l'Etat, commettant ainsi une action ayant un caractère pénal. Mr. Visoianu qui, lors de son entrée en Suisse (1946), déclarait à plusieurs personnes n'avoir qu'une petite somme à l'étranger, d'environ 20,000.- francs suisse, ne pourra jamais prouver avoir obtenu cet argent d'une source autre que de Mr. Cretzeanu.

Il est aussi à remarquer qu'aucun de ses collègues du Conseil des Ministres, y compris moi-même comme Président du Conseil - n'avons rien dit au sujet de ce paiement. Il est inconcevable qu'un paiement de l'importance des 6 millions de francs suisses ait pu se faire, à un moment où l'Etat roumain, dépourvu de devises, n'ayant même pas de quoi payer les

DECLASSIFIED AND RELEASED BY  
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY  
SOURCE/METHOD/EXEMPTION 3B2B  
NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT  
DATE 2006

salaires du personnel diplomatique à l'étranger, sans que personne, ministres ou premier ministre, en fut mis au courant]

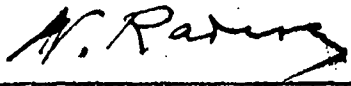
Du dossier de Mr. Cretzeanu, il ressort que Mr. Visoianu prétend avoir signé la lettre adressée à Mr. Gigi Anastasiu - Chargé d'Affaires de la Légation de Roumanie à Berne - le 12 Janvier 1945, lui donnant l'ordre de payer la somme de 6 millions de francs suisses à Mr. Cretzeanu. Il ressort aussi, de ce même dossier, que cette lettre arriva à Berne, entre les mains de Mr. Anastasiu, le 10 Février 1945. Si les choses sont telles, pourquoi Mr. Anastasiu ne communiqua-t-il rien à Mr. Cretzeanu en Turquie, sur ce fait exceptionnellement important pour Mr. Cretzeanu? Pourquoi garda-t-il ce silence, depuis le 10 Février 1945 jusqu'au 2 Mai 1945, c'est-à-dire pendant presque trois mois? Car, le service postal entre la Suisse et la Turquie fonctionnait normalement et régulièrement. Pourquoi attendit-il jusqu'au 2 Mai 1945, quand Mr. Cretzeanu lui demandait par câble de déposer la somme immédiatement, à l'Union de Banques Suisses? Mr. Anastasiu exécuta la requête de Mr. Cretzeanu le 4 Mai 1945, et communiqua immédiatement l'exécution de l'opération, par câble, le 5 Mai 1945. Tout se fit par voie télégraphique, étant pressé d'en finir l'opération le plus vite possible.

Il paraît que les choses ne se passèrent pas comme ces Messieurs le soutiennent.

Après que le gouvernement - dont j'étais le président - fut renversé par Vishinsky, le 6 Mars 1945, et que Mr. Visoianu, qui avait été un membre de mon gouvernement, n'était plus Ministre des Affaires Etrangères, on m'a dit qu'un fonctionnaire de ce ministère, Mr. Piky Pogoneanu, rappela à Mr. Visoianu l'existence de ces fonds. Alors seulement, lorsqu'il n'était donc plus ministre, Mr. Visoianu signa la lettre à Mr. Anastasiu, qu'il data 12 Janvier 1945. Cette lettre, de même que celle dans laquelle il annonçait à Mr. Cretzeanu l'ordre de paiement qu'il avait donné en sa faveur, ne pouvaient être envoyées par voie normale, à cause de la censure roumaine, mais durent attendre des courriers alliés pour être expédiées, l'une en Suisse et l'autre en Turquie. Ce n'est qu'ainsi que s'explique l'exécution du paiement au mois de Mai à peine, et non pas en Février, date à laquelle ces Messieurs prétendent que la lettre - soi-disant datée 12 Janvier - arriva en Suisse. Il est évident que si la lettre arrivait à Berne en Février, le paiement envers Mr. Cretzeanu aurait été fait en Février. La lettre n'arrivant que tard, au début de Mai, le paiement, naturellement, ne se fit qu'en Mai 1945. Ceci prouve que la lettre ne fût signée que tard, après que le gouvernement eut démissionné et lorsque le ministre n'avait donc plus le droit de la signer. Elle fût ainsi anti-datée.

La majorité de la presse roumaine en exile, depuis des mois et des années, discute et débat ce problème des fonds publics qui, de justice, devrait revenir à tous les intellectuels roumains exilés, et non seulement à deux personnes, qui aient le droit d'en disposer sans rendre compte à personne.

Espérant que ces quelques données et information pourront vous aider à élucider ce problème, si grave et douloureux pour les milliers de roumains exilés, je vous prie de bien vouloir accepter ma parfaite considération.

  
General NICOLAE RĂDESCU  
PRESIDENT.

Translation of Original Document

Liga Romanilor Liberi

The League of Free Rumanians

47 East 61st Street  
New York 21, N. Y.  
Plaza 9-5540

25 August 1952

CONFIDENTIAL

The State Attorney  
Canton of Berns,  
BERNE, Switzerland

The State Attorney,

Having been the President of the Council of Ministers of Rumania, at the time that the events of the case of Alexandru Cretzeanu took place, I am taking the liberty of drawing to your attention certain aspects of this case which, in my opinion, have a penal nature.

The end which I propose to attain, in this case, is to enable all the Rumanian intellectual exiles to be aided from the Rumanian national fund deposited in Switzerland, being granted that the majority of them is completely deprived of means of existence and that this money may not be used exclusively by two deprived persons.

I am attaching to this letter a copy of the affidavit of the 25 April 1950, concerning Mr. Constantin I. Visoianu, who declared under oath to the Immigration and Naturalization Service, Department of Justice, that he possessed a sum of about \$158,000 in the United States.

Now, it was maintained in the case of Mr. Cretzeanu that Mr. Visoianu, during the period when he was the Rumanian Minister of Foreign Affairs, in 1945, ordered that a payment of 6 million Swiss francs, money belonging to the Rumanian State, be made to his friend Mr. Cretzeanu. Being granted that Mr. Visoianu, since his arrival in Switzerland in 1946, did not possess a sum of the magnitude of this \$158,000, it follows that he received it from Mr. Cretzeanu, with whom, then, he has divided Rumanian public funds, the payment of which was ordered by Mr. Visoianu.

It is then permitted to allege that Mr. Visoianu ordered this payment to be made to Mr. Cretzeanu, for the purpose of being able to profit by it himself and has helped himself to State money, thus committing an action of a penal nature. Mr. Visoianu who since his entry

into Switzerland (1946) told several people that he had only a small sum abroad, about 20,000 Swiss francs, will never be able to prove that he obtained this money from a source other than Mr. Cretzeanu.

It is also to be noted that none of his colleagues in the Council of Ministers, including myself as President of the Council, knew anything regarding this payment. It is inconceivable that a payment of the importance of 6 million Swiss francs at a time when the Rumanian State, deprived of foreign exchange, and not having even the means to pay the salaries of diplomatic personnel abroad, could have taken place without anyone, ministers or prime minister, being informed of it.

It stands out in Mr. Cretzeanu's dossier that Mr. Visoianu maintains that he signed the letter addressed to Mr. Gigi Anastasiu, Charge d' Affaires of the Rumanian Legation in Berne, dated 12 January 1945, giving him the order to pay the sum of 6 million Swiss francs to Mr. Cretzeanu. From this same dossier it also stands out that this letter arrived in Berne, delivered to Mr. Anastasiu, 10 February 1945. If this is the case, why did not Mr. Anastasiu communicate any word of this action to Mr. Cretzeanu in Turkey, an action of exceptional importance to Mr. Cretzeanu? Why did he keep silent from the tenth of February until the second of May, in other words for almost three months? The postal service between Switzerland and Turkey was functioning normally and regularly. Why did he wait until the second of May 1945, when Mr. Cretzeanu ordered him by cable to deposit the sum immediately in the Union de Banques Suisses? Mr. Anastasiu executed Mr. Cretzeanu's order on 4 May 1945, and immediately communicated the execution of the operation by cable on 5 May 1945. Everything was done through telegraphic channels, as they were in a hurry to finish the operation as quickly as possible.

It seemed that things did not happen as these gentlemen maintain.

After the government, of which I was President, was overthrown by Vishinsky on 6 March 1945, and after Mr. Visoianu, who had been a member of my government, was no longer Minister of Foreign Affairs, I was told that a functionary of this ministry, Mr. Pily Pogoneanu, recalled to Mr. Visoianu the existence of these funds. Only then, when he was no longer minister did Mr. Visoianu sign the letter to Mr. Anastasiu, which he dated 12 January 1945. This letter, as well as the one in which he announced to Mr. Cretzeanu the payment order he had made in his favor, could not be sent through ordinary channels, on account of Rumanian censorship, but had to await the Allied couriers in order to be dispatched, one to Switzerland and the other to Turkey. It is only in this way that can be explained the execution of the payment, made barely in the month of May, and not in February, the date on which these gentlemen maintain

that the letter, showing the date of 12 January, arrived in Switzerland. It is evident that if the letter arrived in Berne in February, the payment to Mr. Cretseanu would have been made in February. The letter not arriving until late, at the beginning of May, the payment, naturally, was not made until May 1945. This proves that the letter was not signed until late, after the government had resigned and when the minister no longer had the right to sign it. It was thus pre-dated.

The majority of the Rumanian press in Exile, after months and years, discuss and debate this problem of public funds which by right should be restored to all the Rumanian intellectual exiles, and not only to two people, who have the right to dispose of them without accounting to anyone.

Hoping that these few facts and information will be able to aid you in clarifying this problem, so grave and sad for the thousands of Rumanian exiles, I beg you to kindly accept my full consideration.

GENERAL NICOLAE RAIESCU  
PRESIDENT